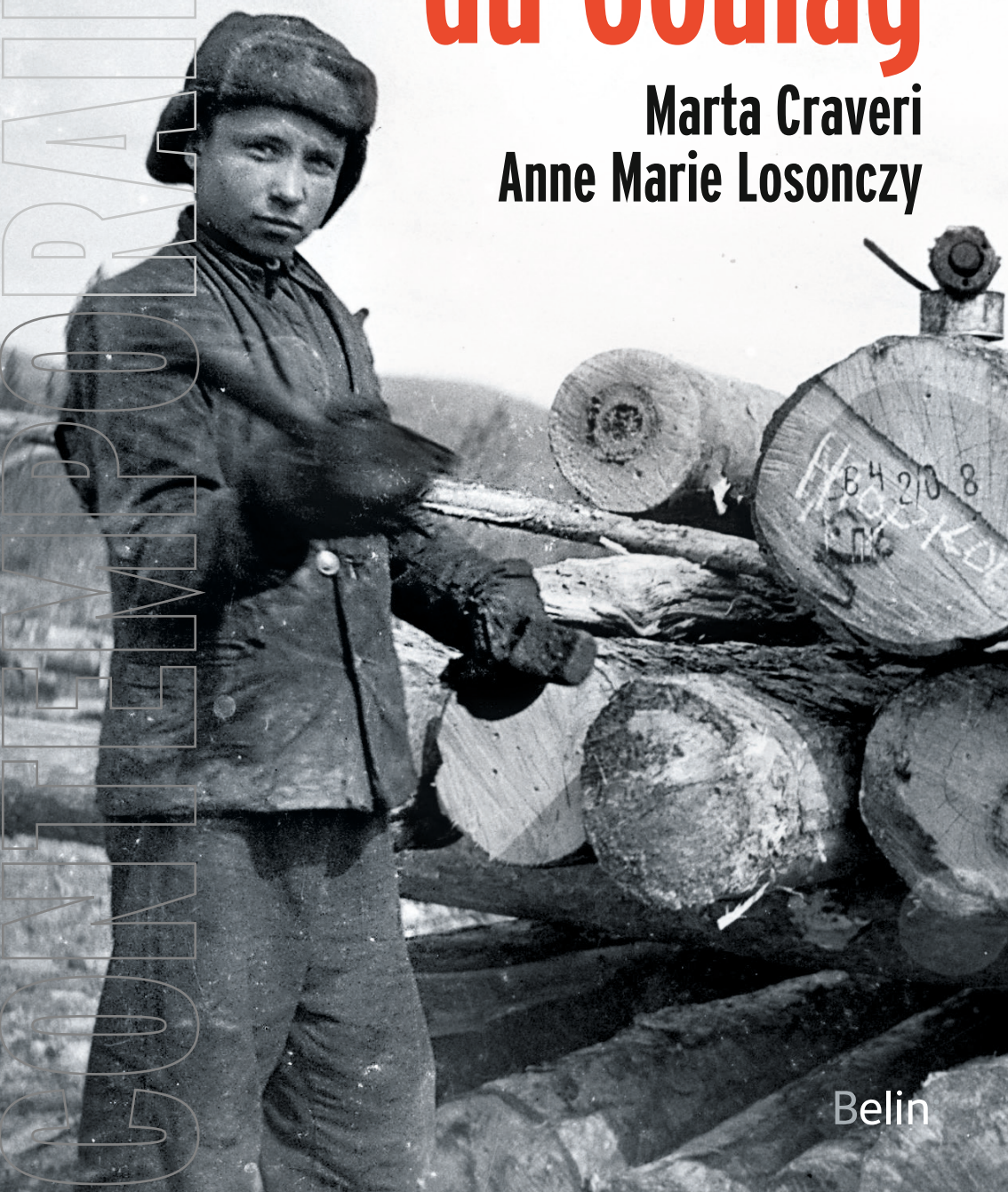


Enfants du Goulag

Marta Craveri
Anne Marie Losonczy



Belin

Enfants du Goulag

Enfants du Goulag

Marta Craveri
Anne Marie Losonczy

Belin:

CONTEMPORAINES

Une nouvelle histoire
du temps présent

Collection dirigée
par **Denis Peschanski**
et **Henry Rousso**

Cet ouvrage a été réalisé avec le soutien du Centre d'études des mondes russe, caucasien et centre-européen (EHESS/CNRS).

En couverture : *Child working in the forest* © The Genocide and Resistance Research Center of Lithuania, Vilnius.

Composition : Valérie Salvo
Relecture-correction : Elisabeth Maucollot

Le code de la propriété intellectuelle n'autorise que «les copies ou reproductions strictement réservées à l'usage privé du copiste et non destinées à une utilisation collective» [article L. 122-5] ; il autorise également les courtes citations effectuées dans un but d'exemple ou d'illustration. En revanche «toute représentation ou reproduction intégrale ou partielle, sans le consentement de l'auteur ou de ses ayants droit ou ayants cause, est illicite» [article L. 122-4]. La loi 95-4 du 3 janvier 1994 a confié au C.F.C. (Centre français de l'exploitation du droit de copie, 20, rue des Grands Augustins, 75006 Paris), l'exclusivité de la gestion du droit de reprographie. Toute photocopie d'œuvres protégées, exécutée sans son accord préalable, constitue une contrefaçon sanctionnée par les articles 425 et suivants du Code pénal.

© Éditions Belin/Humensis, 2017
170 bis, boulevard du Montparnasse, 75680 Paris cedex 14
ISSN 2551-3621 ISBN 978-2-410-00354-3

À la mémoire de Géza Losonczy

Pour Marc, Alicia, Alma et Stéphane



INTRODUCTION

Arrêtés en pleine nuit, chez eux ou dans la rue, embarqués dans des wagons à bestiaux, ils sont emmenés seuls ou avec leurs familles amputées du père. Pendant des semaines, la peur et la faim au ventre, ils voient par la lucarne défiler des steppes, des montagnes, des fleuves et des forêts interminables à l'approche du Grand Nord, de la Sibérie ou de l'Asie centrale soviétique. S'ils survivent aux épidémies, au froid, au travail forcé, à la violence et à la faim, ils grandissent dans des camps de travail ou dans des villages perdus et misérables, souvent transférés d'un lieu à l'autre. Ils habitent des huttes et des cabanes sans fenêtres ou des orphelinats délabrés et glaciaux. Ravagés par la faim, le froid, les maladies et le travail forcé, ils voient leurs proches s'épuiser et mourir et doivent se débrouiller sans relâche pour survivre. Ils ont deux ans, six ans, huit ans... tout au plus seize ans : ce sont des enfants. Qu'y a-t-il de singulier dans le regard enfantin sur la déportation ? Serait-ce un mélange

paradoxal entre des violences vues et subies et des moments de découverte, d'amitié, de joie et de partage ? Comment le danger et l'insolite deviennent-ils la routine ? Comment construire une vie, après la libération, dans un pays natal devenu étranger, marqué par la suspicion et un silence épais autour de la répression ? Que faire de ces souvenirs et de ces deuils lancinants pendant et après le régime communiste ? Cesse-t-on jamais de se vivre comme déporté ?

De 1939 jusqu'au début des années 1950, près d'un million d'Européens sont déportés en URSS dans les camps de travail ou dans des villages isolés du Grand Nord soviétique, de la Sibérie et des steppes kazakhes. Parmi eux, nombre d'enfants et d'adolescents. C'est autour des récits de vie oraux de certains d'entre eux que ce livre restitue un pan longtemps occulté et méconnu de l'histoire du Goulag : celle des enfants déplacés de force des pays d'Europe centrale et orientale en URSS. Il se fonde sur l'hypothèse d'une spécificité de l'expérience et de la mémoire des déportés d'origine européenne par rapport à celle des témoins soviétiques¹, hypothèse centrale dans le projet Mémoires européennes du Goulag². Cette enquête a été menée entre 2008 et 2012, par une équipe européenne de chercheurs dont nous faisons partie, composée d'anthropologues, de géographes, d'historiens et de sociologues, de huit nationalités. Le projet avait comme objectif la constitution d'archives sonores accompagnées de photos et de documents personnels rassemblés dans une base de données

et présentés dans un musée virtuel qui accorde une place prépondérante aux parcours individuels³. Nous sommes partis à la recherche de documents d'archives, de témoignages de survivants, d'objets et de documents personnels liés à la déportation en Union soviétique de citoyens appartenant aux pays de l'Europe centrale et orientale : Allemagne, Estonie, Hongrie, Lettonie, Lituanie, Pologne, République Tchèque, Roumanie, Slovaquie, Ukraine. Nous avons retrouvé un certain nombre de ces personnes dans les pays où ils se sont établis après leur libération comme l'Italie, la France et le Royaume-Uni mais aussi ceux qui sont restés près des lieux de leur déportation en Sibérie et au Kazakhstan. Ainsi, pour écrire cet ouvrage, nous avons pu travailler sur un corpus de 180 témoignages : de multiples voix qui racontent l'expérience de la déportation en onze langues différentes.

Déporter pour régner

L'historiographie du Goulag s'est prioritairement concentrée sur les aspects politiques, démographiques et administratifs. On entend par Goulag l'ensemble du système de travail forcé, non seulement les complexes pénitentiaires avec leurs camps, colonies, hôpitaux, prisons et villages de déportations mais aussi le tissu économique mobilisant des détenus, des prisonniers de guerre et des exilés comme main-d'œuvre captive. De nombreuses monographies portant sur les hauts lieux du travail forcé et de la régulation sociale par la terreur

ont vu le jour ces quinze dernières années. Ces travaux éclairent la centralité du système dans la société soviétique et son rôle de marginalisation de groupes sociaux et ethniques entiers. Ils montrent que le monde du Goulag s'organise progressivement à partir de la fin des années vingt et se déploie avec encore plus d'intensité dans l'après-guerre. Entre 1930 et 1952, quelque 18 millions de personnes ont été détenues dans un camp, 6 millions de colons exilés avec leurs familles dans des villages de déportation, chiffres auxquels s'ajoutent plus de 4 millions de prisonniers de guerre en régime de travail forcé, soit un total de 28 millions de personnes soumises au travail forcé sous la tutelle de la police politique⁴.

En effet, en Union Soviétique, dès le début des années 1930, les personnes astreintes au travail forcé sous la tutelle de la police politique relèvent de deux catégories administratives : d'une part les prisonniers des camps (*zaključennnye*), d'autre part les déplacés spéciaux dans des villages de peuplement (*specposelency*). Les premiers purgent une peine de détention individuelle, infligée par l'une des nombreuses instances judiciaires et extrajudiciaires, en vertu des articles du Code pénal de droit commun ou de l'un des 14 alinéas de l'article 58, portant sur les crimes politiques. Le détenu purge sa peine de travaux forcés dans des camps ou dans des colonies, selon la durée de la condamnation. En revanche, les déplacés spéciaux sont visés en tant que groupe social ou ethnique réputé dangereux pour le

pouvoir soviétique. Sur décision administrative, ils sont déportés collectivement et en famille, assignés à résidence dans des villages de peuplement où ils construisent leurs propres baraques et travaillent dans des exploitations agricoles et forestières sous la férule de commandants responsables de leur surveillance. Parfois on les emploie aussi dans l'industrie naissante. Officiellement ils continuent à jouir de leurs droits civiques, mais sont contraints aux lourds travaux assignés par les autorités. Censés percevoir un salaire, le plus souvent en nature, ils peuvent se déplacer librement dans le périmètre de leur village, mais doivent pointer au bureau de l'administration locale une ou plusieurs fois par mois.

S'il existe des témoignages écrits et des études sur la vie quotidienne dans les camps, celle dans les villages de peuplement et la diversité des expériences vécues du Goulag ont mérité moins d'attention de la part des chercheurs. La trajectoire des enfants dans l'univers concentrationnaire soviétique constitue un pan largement méconnu de cette expérience historique. L'une des raisons en est que les documents d'archives connus identifient rarement cette population comme spécifique. En outre, les rares ouvrages qui l'abordent le font soit dans un cadre strictement national, soit en considérant prioritairement la population infantile des camps de travail⁵. Dès lors, l'histoire et l'expérience des enfants déplacés de force avec leurs familles ou nés au Goulag n'apparaissent pas comme objet d'étude de plein droit.

Cette situation contraste fortement avec le statut de l'enfance dans les recherches portant sur la Shoah. Dès la fin de la Seconde Guerre mondiale, témoignages et recherches historiographiques imposent l'enfance déportée en camp d'extermination comme sujet d'étude central⁶. En contrepoint, avec la présence modeste de l'enfance au Goulag dans les recherches historiographiques internationales, des courants mémoriels dans certains pays touchés par les déportations massives portent la figure du jeune déporté comme symbole de la répression soviétique subie par la Nation. Ainsi en 2009 en Lettonie, lors d'une cérémonie solennelle, et après la publication de plusieurs volumes contenant de brefs portraits d'enfants déportés, une stèle à la mémoire des «enfants de Sibérie» fut dévoilée à Riga devant le Parlement.

Pour les responsables politiques et administratifs de l'URSS, la population était divisée en deux catégories. La première, désignée comme «contingent spécial», embrassait l'ensemble des individus soumis au travail forcé : détenus, colons spéciaux, exilés, prisonniers de guerre, «peuples punis», conscrits au travail pendant la guerre, tous privés de droits et sous l'autorité de la police politique maîtresse de leur vie et de leur mort. Cette catégorie était opposée à celle des non-détenus, la «population dotée de droits» mais continuellement exposée à une arrestation par la radicale criminalisation de la part des autorités de toute conduite de réaction sociale quotidienne à la pénurie. À partir de 1917, guerre, guerre civile, famines, puis collectivisation et répressions

provoquent l'abandon de millions d'enfants soviétiques et leur errance à travers les villes et villages. Leur organisation en bandes qui s'affranchissent des normes sociales et administratives dominantes, leur quête de nourriture incessante, leurs chapardages, construisent une perception sociale durable de la dangerosité des enfants et des jeunes qui marquera la société soviétique⁷.

Dès son avènement, le régime soviétique oscille entre une politique de répression policière et un souci d'intégrer à la nouvelle société en construction les enfants errants et abandonnés⁸. Le système stalinien choisit résolument la première voie. Il fait preuve d'une extrême cruauté vis-à-vis des enfants en déshérence et des jeunes orphelins soviétiques, transformant leur précarité et abandon en problèmes d'ordre public. En témoigne, à partir du milieu des années trente, l'introduction de la peine de mort dès l'âge de douze ans. Le pouvoir installe des centres de tri pour statuer sur le sort des enfants raflés par la police. Entre 1943 et 1952, trois millions de mineurs soviétiques y passent et finissent répartis entre orphelinats, maisons de corrections, prisons et camps de travail⁹. Dans les camps et dans les villages de déportation, deux types de population infantile coexistent : des enfants et des jeunes soviétiques en errance, raflés et déportés seuls et d'autres, déportés avec leurs familles.

Dès le début des années trente, lors des premières grandes vagues de déportation de paysans soviétiques liées à la collectivisation des terres, les enfants sont embarqués avec leur famille. Il s'ensuit des décès en masse et

une désocialisation des survivants. Quant aux enfants nés dans les camps et dans les villages de déportation, ils sont également victimes d'une forte mortalité. Cette hécatombe pousse le régime soviétique à conjuguer vis-à-vis des enfants des mesures de punition associant leur sort à celui de leurs parents et une éducation scolaire élémentaire considérée comme un moyen de les socialiser. C'est ce modèle de déportation de familles que l'URSS mettra en œuvre dans les pays et les territoires annexés pendant et après la Seconde Guerre mondiale.

En effet, l'URSS entre en guerre après une longue décennie de déportations massives de ses propres groupes sociaux et ethniques : paysans, mais aussi mendiants, vagabonds, prostituées, suivis par les Roms des villes, de nombreux Polonais et Allemands d'Ukraine, les Kurdes aux frontières de l'Iran, les Coréens aux frontières asiatiques et les Grecs des rives de la mer Noire. Avec l'invasion de nouveaux territoires à l'ouest, des nouvelles populations seront visées par la répression.

D'où viennent les enfants qui nous parlent à travers la voix de témoins désormais âgés ? Le comprendre exige de rappeler les principales cibles de la répression dans les pays d'Europe centrale et orientale. En 1939, l'URSS occupe puis annexe des territoires orientaux de la Pologne (l'Ukraine et la Biélorussie occidentales), une partie de la Roumanie et les pays baltes. Les élites politiques, économiques et militaires de ces territoires, composées d'Allemands, de Biélorusses, d'Estoniens, de Lettons, de Lituanais, de Polonais, de Russes,

d'Ukrainiens et de juifs de toutes ces nationalités, sont arrêtées par familles entières : les hommes sont condamnés aux travaux forcés dans les camps alors que femmes, enfants et vieux, sans même être jugés, sont envoyés dans des villages éloignés en Sibérie et en Asie centrale. Ils se retrouvent souvent dans des baraques occupées par les paysans soviétiques qui ont été déportés quinze ou vingt ans auparavant.

En Pologne, entre 1940 et 1941, les Soviétiques organisent quatre grandes vagues de déportations destinées à purger des éléments « indésirables » les régions orientales de la Pologne. Sont déportés en famille des « colons militaires », anciens membres de l'armée polonaise ayant combattu pendant la Première Guerre mondiale, bénéficiaires de terres dans la zone frontalière, les « colons civils » incités à y exploiter des terres et les employés de l'ancienne administration forestière. Ils sont suivis par les représentants de l'ancien ordre public polonais, les membres des classes possédantes ainsi que leurs familles, les réfugiés, en majorité juifs, ayant fui la Pologne occidentale et refusant de prendre le passeport soviétique.

Dans les pays baltes, les arrestations et les déportations en masse commencent en juin 1941. Elles sont interrompues par l'invasion allemande, mais reprennent à partir de 1943 avec la défaite de la Wehrmacht et la reconquête de ces territoires par l'Armée rouge. Des unités spéciales du NKVD, la police politique soviétique, procèdent à l'arrestation, à la condamnation aux travaux forcés et à la déportation de centaines de milliers de personnes, dont

de nombreuses familles. Sont principalement visées les personnes soupçonnées de collaboration avec les nazis, celles amenées ou parties volontairement travailler en Allemagne et les combattants clandestins contre l'Armée rouge. L'opposition systématique des paysans baltes à la collectivisation forcée des terres et leur soutien aux combattants-résistants dans la forêt, suscitent de nouvelles opérations de déportation de familles au printemps 1948 en Lituanie, puis au début de 1949 dans tous les États baltes. En Ukraine occidentale, sont arrêtés les activistes et les sympathisants de l'Organisation des nationalistes ukrainiens (OUN) ainsi que les officiers et soldats de l'Armée insurrectionnelle ukrainienne (UPA) et les soldats de la division Galicia, division de volontaires des Waffen-SS. Pour priver l'UPA du soutien des paysans, la police politique brûle de nombreux villages et en déporte tous les habitants. À partir de 1945, une grande partie des familles appartenant aux minorités allemandes (*Volksdeutsche*) de tout âge, vivant en Yougoslavie, Bulgarie, Tchécoslovaquie, Hongrie et Roumanie, est déportée en URSS. En Allemagne et en Hongrie, pays ayant combattu contre l'URSS, les Soviétiques pratiquent des rafles massives et arbitraires. Les détenus, hommes et femmes en âge de travailler, dont de nombreux adolescents sont envoyés dans les camps de travail en URSS pour contribuer à la reconstruction du pays.

Si, jusqu'en 1940, les Russes constituent l'immense majorité des déportés, dans les villages spéciaux et dans les camps, la guerre et la famine portent la mortalité

pénitentiaire à des niveaux jamais connus. Dès lors, l'internationalisation du Goulag, suite à l'entrée de centaines de milliers de nouveaux déportés de toutes nationalités, renforce le poids économique et le rôle de régulateur social du Goulag dans la période de l'après-guerre. Environ un million d'Européens sont emportés par les vagues successives de déportation vers l'URSS : entre eux de nombreux enfants et adolescents auxquels s'ajoutent ceux nés au Goulag. L'expérience et la mémoire des derniers survivants de cette histoire méconnue constituent la trame de ce livre.

Récits d'enfances en déportation, émotions et non-dits

La spécificité du vécu de la déportation par des Européens tient prioritairement à l'expérience d'un arrachement radical : être happé par une logique extérieure qui anéantit le rapport à l'environnement et aux formes de sociabilité, détruisant les relations habituelles à l'autorité propre aux univers culturels d'origine. La date tardive de notre enquête, à un moment où les seuls déportés encore en vie ont connu le Goulag dans leur prime jeunesse, a imposé l'enfance et l'adolescence en déportation comme l'axe central de la remémoration des témoins. En effet, c'est pendant la période de collecte que nous avons réalisé que ces histoires du Goulag étaient des récits d'enfance et d'adolescence. L'irruption du regard d'enfant donnait une coloration particulière aux récits, contrastant étrangement avec l'âge avancé du témoin.

Ainsi, chaque narration nous faisait entendre des voix alternées ou superposées traversant le discours du témoin : celle de la peur, de la curiosité et de l'étonnement de l'enfant et celle de sa brusque maturation face à la mort, à la souffrance et à l'irréductible désir de survivre.

Le rappel des épreuves, souvent d'une brutalité extrême, parsemé de l'évocation de menus faits d'un quotidien chargé de tous les dangers, en même temps que source de découvertes et de petits moments de joie, nous est apparu ici bien plus emboîté que dans les récits de personnes qui ont vécu la déportation en tant qu'adultes. Ces dernières sont plutôt centrées sur le passé d'avant la déportation, les raisons de l'arrestation, les violences subies et les actes de résistance. Ainsi, le caractère incomparable et extrême du climat et de la nature dans les villages de déportation et dans les camps apparaît dans les récits de prisonniers adultes comme tenant lieu de féroces gardiens de la détention. Leurs récits les remémorent sous leurs aspects les plus hostiles à la présence humaine, empêchant toute fuite, rendant le travail meurtrier. En revanche, la mémoire infantile restitue à cette nature ses variations saisonnières, sa végétation estivale luxuriante et son vide hivernal, ses parfums étranges, la présence d'animaux sauvages, suscitant peur et émerveillement. Ces détails animent un paysage qui, dans les narrations adultes, semble autant dévasté que meurtrier.

Les récits d'enfances captives télescopent en permanence des émotions contradictoires en alternant le regard de l'enfant et celui rétrospectif de la vieillesse. Ils

témoignent de la complexité du vécu infantile de la déportation et des multiples impacts que cette expérience aura eue sur leur vie ultérieure. Relatés par des personnes désormais âgées, ils mettent aussi en lumière les particularités de la remémoration et de la mise en récit tardive. On assiste à une sorte de dédoublement entre les souvenirs propres de l'enfance en déportation et une mémoire critique superposée, reconstruite au moment où, devenus adultes, les témoins prennent la mesure des souffrances et des violences endurées par leurs parents.

Cette narration apparaît aussi habitée par des silences et des non-dits, qui ne signifient pas l'oubli mais bien plutôt le refus ou la difficulté d'une mise en récit : franchir la limite entre souvenir intime et témoignage public. L'écoute attentive des témoignages nous a fait percevoir un lien entre l'intensité de l'émotion liée à un souvenir de la déportation et la difficulté de sa mise en parole tardive. En atteste le silence éloquent sur les violences entre enfants et jeunes adolescents d'origines différentes dans les camps et les villages de déportation et celles infligées par les instituteurs et les gardiens, même dans les orphelinats.

Ces silences peuvent aussi refléter les non-dits du langage mémoriel public des différentes sociétés issues du communisme. Ces nouvelles mémoires officielles construisent des figures d'exclus et de victimes délégitimés, condamnés à l'oubli, effacés des commémorations. Ainsi, ironie de l'histoire, déportés allemands d'après-guerre et juifs polonais et baltes se retrouvent ensemble

en marge des récits nationaux postcommunistes sans y trouver leur place. En témoigne la réticence initiale manifestée lors du recueil des récits par l'Allemand Siegfried Gottschalk, arrêté après la guerre et Iser Šliomovičius, juif lituanien déporté en 1941, à sortir de leur silence pour assumer la position publique du témoin.

C'est autour de ces questions que se dévoile la fécondité du regard croisé de l'anthropologue et de l'historien : la mise en dialogue des témoignages oraux avec des sources d'archives et de littérature testimoniale permet d'entendre les oblitérations sur des événements et des situations dont les documents attestent l'existence. Il en va de même pour les acteurs absents des récits mais ayant une présence dominante dans des sources archivistiques produites par le pouvoir. Force est de constater les non-dits très fréquents dont nombre de nos témoignages entourent les figures de l'autorité de l'univers de déportation : gardiens, commandants et surveillants d'orphelinat, figures que les documents montrent pourtant omniprésentes. Cette production narrative de l'absence constituerait-elle une forme après-coup de résistance et de restauration de l'estime de soi ? Cette absence semble renvoyer à une tendance de la construction mémorielle après-coup des expériences de souffrance collective, construction présente dans les récits de ce livre. Il s'agit de mettre à distance la position de victime par l'évocation d'épreuves surmontées et de choix délibérés au service de l'intégrité et de la survie.

Le souci de recueillir des histoires de vie au-delà des récits de déportation a présidé à la constitution de notre corpus. Cette approche, qui laisse la liberté de choix aux témoins quant à la place de la déportation dans leur trajectoire de vie, ouvre aussi sur un pan parmi les moins étudiés de l'histoire du Goulag : le retour et l'impact de la déportation sur la vie ultérieure. Contrairement à la plupart des chercheurs qui travaillent sur des transcriptions de témoignages oraux, nous avons choisi de conserver les entretiens sous leur forme sonore, sans passer par des transcriptions. Ainsi, ce livre est le produit de nombreuses heures d'écoute et de réécoute des témoignages : voix entrecoupées de silences, de soupirs, de pleurs, de rires et de réticences. Cette approche nous a aidées à saisir les émotions et les non-dits derrière les mots dans le ton de la voix, les interruptions, les reprises et les répétitions dans le récit. Nous avons rencontré les témoins le plus souvent le chez eux, entourés des objets de leur vie quotidienne. C'est peut-être la prédominance de cet environnement qui a incité nombre d'entre eux à partager avec nous des documents administratifs et de rares objets jalousement gardés qui les ont accompagnés en déportation : cuillères, livres de prières manuscrits, tissus brodés aux motifs nationaux. Quelques photos et dessins conservés ont convoqué dans ces intérieurs, familiers et amis morts ou perdus de vue, paysages enneigés, chantiers et rares moments de fête. Tous ces objets étaient manifestement des compagnons sur le chemin de la remémoration : ils

relançaient le récit, l'orientaient dans une direction différente, imposaient le silence du deuil ou au contraire le sourire du souvenir de l'amitié et du partage.

L'écoute attentive a permis de repérer les discours plus construits et, suivant au plus près la chronologie, d'identifier ceux qui, parmi nos interlocuteurs, ont déjà écrit des Mémoires ou témoigné en public. Cependant, le face-à-face dans un environnement familier a fait affleurer chez tous des émotions latentes, des lapsus et des silences qui souvent en disaient long. Sachant leur récit destiné à un public sans frontières, inclus dans un projet de musée virtuel et sollicités par une équipe auréolée du prestige universitaire et international, nos interlocuteurs ont accepté la mise en récit, parfois laborieuse d'une expérience longtemps enkystée.

La mémoire, en tant que remontée d'images du passé avec les émotions qui y sont liées, devient ici fondamentalement relationnelle: son émergence nécessite la sollicitation et l'écoute d'un autre; elle doit être inscrite dans une relation. La narration mémorielle est donc dans ce sens coproduite. Cette narration, construite par sélection des souvenirs, devient ainsi un objet culturel apte à circuler mais elle ne restitue qu'une partie de la mémoire individuelle.

Écouter et réécouter les témoins nous a permis de les percevoir comme des sujets, acteurs de leur remémoration. De leur parole émerge, au-delà de leur histoire, un point de vue, un style mémoriel qui n'est qu'à eux. Outre le critère de l'âge au moment de la déportation, le choix que nous avons opéré dans ce corpus très vaste de récits

de vie visait à refléter cette diversité de styles de remémoration, de même que celle des nationalités, des milieux sociaux et modalités de retour. La liberté laissée aux témoins a permis l'émergence de récits qui, loin de suivre une chronologie, procèdent plutôt par va-et-vient dans le temps et dans l'espace.

Au-delà du souci de restituer ces chronologies subjectives qui font partie du style mémoriel particulier de chacun, il nous a semblé important de lier le vécu des témoins à de grands événements et processus historiques de la déportation en URSS. D'où la structure de ce livre en cinq parties thématiques qui alternent témoignages et analyses dans une progression qui épouse les étapes de la vie infantile en déportation, tout en reflétant les moments clés de la répression soviétique. Cette progression vise à faire place à la diversité des expériences et au poids différent que chaque étape occupe dans la mémoire des uns et des autres. Nombre de ses aléas témoignent des spécificités de l'expérience infantile européenne du Goulag.

Notre choix de suivre une chronologie progressive a eu comme prix de devoir morceler les récits de vie des témoins. Si la restitution de l'ensemble du témoignage de Juliana Zarchi, de père juif lituanien et de mère allemande, déplacée de force en 1945 au Tadjikistan à l'âge de sept ans, permet de saisir dans la continuité les méandres d'une vie de déporté, elle donne aussi à voir la complexité des vies ballottées d'une dictature à l'autre.

Le livre s'ouvre sur un arrachement scindant le temps en un avant radicalement différent de l'après. L'arrestation

est pour tous les témoins le début d'une expérience inconnue, celle d'un long voyage et de la traversée d'immenses espaces déserts et effrayants. Les semaines d'enfermement dans les convois préfigurent déjà les épreuves à venir. Survivre aux souffrances et assimiler chocs et pertes seront les ressorts d'une maturité rapide qui coexistera souvent avec la curiosité et l'aptitude infantile aux jeux. La libération et le retour constitueront d'autres ruptures du temps et de l'espace qui ouvrent sur d'autres dangers et défis : ceux d'une vie marquée par le stigmate de la déportation et le silence social qui l'entoure. En revanche, la fin du communisme suscite des injonctions de rendre publics des souvenirs de la répression longtemps enfouis et confronte les témoins désormais âgés à des dilemmes éthiques inédits.